

BOURSES DES ÉTUDIANTS : LE MINISTRE S'EXPLIQUE



« Il n'a jamais été question de diminuer les bourses des étudiants. Les bourses sont des dus. L'Etat a l'obligation de devoir les payer. Maintenant, nous sommes dans un mois exceptionnel, un mois de rentrée où il faut payer les bourses courantes, mais aussi, en même temps, payer les rappels. Ce qui nous amène à une enveloppe de 15 milliards de francs CFA à payer d'un coup. Mais, puisqu'on a quelques difficultés de trésorerie, on a fait des arbitrages. Je me suis débrouillé pour avoir 7 milliards FCfa. On a choisi de payer le mois courant et de suspendre les rappels qui restent une dette que l'Etat va devoir payer. Donc, s'il y a eu des cas où l'étudiant a reçu moins d'argent que prévu, c'est lié à ces restrictions.

Mais, en aucun cas, on ne va réduire la bourse. Parce que réduire la bourse, c'est dire celui qui devait avoir 20 000 francs CFA a 15 000 francs CFA par exemple et celui qui devait avoir 40 000, vous dites qu'il a 30 000 francs CFA. Dans ce cas, vous réduisez la bourse. Mais nous, on ne la réduit pas. On n'a pas payé l'intégralité de la bourse. Si on doit par exemple à l'étudiant 6 mois avec les rappels, il est possible qu'on paie un mois ou deux mois, ce qui ne signifie pas qu'on a diminué sa bourse. La bourse n'a pas été diminuée. Mais, nous lui devons de l'argent, parce qu'on n'a pas l'enveloppe pour tout payer en même temps. C'est aussi simple que ça. Tous ceux qui n'ont pas reçu les sommes intégrales, d'est une dette et l'état va payer cette dette. Donc, ce n'est pas une diminution. On n'a même pas le droit de diminuer la bourse. La nuance est extrêmement importante. On n'a pas pu tout payer. Pour ceux qu'on n'a pas payé, on va les payer plus tard », a-t-il expliqué sur L'Obs.

https://www.xibaaru.sn/bourses-diminuees-le-ministre-de-lenseignement-superieur-sexplique/#google_vignette

Sénégal 2050 : la Formation comme moteurs de développement



La formation professionnelle compte parmi les parents pauvres du système éducatif sénégalais. Le nouveau régime, dans sa nouvelle politique de développement dénommée Sénégal 2050 pour matérialiser les innovations dans ce secteur, a retenu les actions suivantes :

- 1 la définition d'une offre de formation adaptée aux besoins de chaque pôle ;
 - 2 la généralisation de l'approche par les compétences ;
 - 3 la réorientation de certains élèves de l'enseignement général vers la formation professionnelle et technique ;
 - 4 l'orientation de 30 % des sortants du cycle fondamental vers la formation professionnelle et technique ;
 - 5 le renforcement des dispositifs d'apprentissage et de formation duals ;
 - 6 l'amélioration du dispositif des unités d'apprentissage et de production ;
 - 7 le renforcement de la gouvernance déconcentrée de la FPT et
 - 8 l'amélioration du financement de la FPT.
- Le renforcement de l'enseignement supérieur Pour une adéquation avec le marché de l'emploi, il est important d'aligner les offres de formation des universités aux besoins socio-économiques du pays. Dans cette lancée, il est également sorti du document les recommandations tendant à rendre l'enseignement supérieur beaucoup plus performante.

Pour ce faire, il s'agira, selon les termes des experts :

- 1 d'élaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale de développement d'un enseignement supérieur adapté ;
- 2 de réguler l'enseignement privé ;
- 3 de réformer les curricula au niveau de l'enseignement supérieur ;

https://www.pressafrik.com/Senegal-2050-la-formation-professionnelle-et-l-enseignement-superieur-comme-moteurs-de-developpement_a279615.html

UADB : ouverture d'une session de formation en mathématiques



Le Baol Training School of Mathematics, une école de formation de mathématiques, s'est ouvert, lundi, à l'université Alioune Diop de Bambey (UADB) en vue de "renforcer les doctorants et les jeunes scientifiques sur les enjeux des enseignements des mathématiques", selon ses initiateurs.

Cette session de formation organisée par le département de mathématiques de l'université Alioune Diop de Bambey en collaboration avec le département de mathématiques Jean Leray de l'université de Nantes (France) va se dérouler du 14 au 26 octobre 2024. Elle rassemble des étudiants de master, des doctorants et de jeunes chercheurs de l'Afrique de l'ouest pour des cours intensifs et des opportunités de collaboration avec des experts dans les domaines de la géométrie, de la géométrie algébrique et leurs applications.

"Le Baol Training School of Mathematics vise à donner l'opportunité aux doctorants et aux jeunes scientifiques de rencontrer des experts dans leur domaine et d'enrichir leur réseau de collaborateurs", a expliqué Issa Samb, directeur de l'unité de formation et de recherche des sciences appliquées et technologies de l'information et de la communication de l'UADB.M. Samb soutient que les participants qui viennent d'horizons divers auront l'occasion de faire des exposés sur leurs projets de recherche en cours.

"Nous espérons que cette école sera une excellente occasion pour les participants d'apprendre des matières plus avancées liées à la géométrie et à la géométrie algébrique qui pourraient les aider dans leur travail futur.

<https://aps.sn/uadb-ouverture-dune-session-de-formation-en-mathematiques-pour-renforcer-les-jeunes-chercheurs/>

UGB : un projet de valorisation des ressources renouvelables



L'Université Gaston Berger (UGB) de Saint-Louis a abrité mardi la cérémonie de lancement du projet PEA et de la Chaire UNESCO Ingénierie Durable des produits Biosourcés (IDBIO). Portée par l'Université Gaston Berger à Saint-Louis au Sénégal et l'Institut National des Sciences Appliquées (INSA) de Toulouse,

cette initiative vise à structurer une filière de formation professionnalisante, la promotion de l'innovation durable et la création d'emploi. Exécutée sur une durée de quatre ans grâce au financement de l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Agence nationale de la recherche (ANR), cette dynamique encourage l'émergence de nouvelles filières de valorisation en produits biosourcés, de ressources renouvelables et de déchets, en soutien à l'économie locale et durable.

« Le projet va essayer de donner une seconde vie aux produits et sous-produits agricoles et agroalimentaires en les transformant pour des applications sur différents domaines », a renseigné Joseph Bassama, Co-coordonateur Projet PEA IDBIO. « La chaire va mener différentes activités liées à la formation des enseignants et étudiants par le montage d'un master, mais aussi tout ce qui activité d'innovations tournée vers les entreprises

privées du secteur agricole au Sénégal et Afrique de l'Ouest », a ajouté l'enseignant-chercheur à l'UGB. Il a évoqué la stimulation et le renforcement de « liens Sud-Sud » en vue de « trouver des solutions claires pour protéger notre environnement.

https://www.ndarinfo.com/%E2%80%8BUiversite-Gaston-Berger-lancement-d-un-projet-de-valorisation-des-ressources-renouvelables-et-les-dechets-en_a39377.html

Enseignement supérieur : Déploiement d'un espace numérique de travail à l'ISIC de Kountia



CONAKRY-En collaboration avec le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation, la Direction Générale de l'Institut Supérieur de l'Information et de la Communication (ISIC) de Kountia, a procédé à la mise en place d'un espace numérique de travail (ENT), ce jeudi 17 octobre 2024.

Le déploiement de cet espace digital pédagogique va permettre d'une part aux enseignants de préparer leurs cours, les dispenser, et de l'autre, aux étudiants de pouvoir suivre des cours en distanciel. Selon les autorités du MESRSI à travers la Direction Générale de l'Innovation et de l'ISIC, cette innovation constitue un bond technologique rattrapé. "En Guinée on parle d'ENT (Espace Numérique de Travail) comme une innovation, mais ailleurs, ce n'est pas le cas.

En implantant cette infrastructure, l'idée est de rattraper ce bond technologique et se hisser au niveau des universités déjà à un niveau de qualification supérieur. Nous avons tous connu la période de Covid qui a contraint à une interruption des cours en Guinée. L'explosion récente du dépôt d'hydrocarbures a aussi conduit à l'interruption des cours. Donc, ce projet vise à pallier ces soucis et à voir une continuité pédagogique en toute situation

Les étudiants ont accès à ces environnements, ils retrouvent les supports de cours des enseignants, leurs notes et aussi les aspects de collaboration, d'interaction, de gestion des travaux pratiques.

<https://www.africaguinee.com/enseignement-superieur-deploiement-dun-espace-numerique-de-travail-a-lisic-de-kountia/>

Enseignement : Des experts africains dressent à Rabat un bilan du système LMD



Rabat – Des experts africains, réunis en conclave à Rabat, ont dressé un bilan du système Licence, Master, Doctorat (LMD), adopté en Afrique il y a près de 20 ans et partant examiné l'évolution du système d'enseignement supérieur dans le continent.

Placée sous le thème "Evaluation de l'enseignement supérieur africain: retour d'expériences", cette rencontre africaine, initiée par l'Agence Nationale d'Evaluation et d'Assurance Qualité de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (ANEAQ), a été également une opportunité pour explorer les moyens de promouvoir la coopération entre les agences et les structures d'évaluation dans les pays africains francophones et de partager les expériences et les bonnes pratiques au sein du continent.

Intervenant à cette occasion, l'expert de l'ANEAQ Maroc, Hassan Ezbakh, s'est, d'emblée, attardé sur l'historique de la mise en place de la nouvelle architecture pédagogique de licence, Master, Doctorat (LMD) au Maroc à partir de 2003 avec pour objectif de créer un rapprochement entre l'enseignement supérieur marocain et celui européen. L'expert marocain a, dans ce sens, rappelé que le système LMD et le Cahier des Normes Pédagogiques Nationales (CNPN) des filières, mis en place

progressivement (2003-2008), est un système semestriel et modulaire avant de devenir actuellement un système de crédits, mettant l'accent sur la réforme universitaire du Pacte Esri-2030, dont la mission est d'accélérer le développement et la transformation durable scientifique et de l'innovation.

<https://www.mapexpress.ma/actualite/societe-et-regions/enseignement-superieur-experts-africains-dressent-rabat-bilan-du-systeme-lmd/>

L'Etat s'engage à promouvoir l'Intelligence artificielle (IA) en Côte d'Ivoire



Le conseiller technique Mohammadou Mérawa, représentant le ministre Adama Diawara, a assuré, ce jeudi 17 octobre 2024, à l'Université virtuelle de la Côte d'Ivoire (UVCI) à Abidjan-Cocody, de l'engagement du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique à promouvoir l'Intelligence artificielle (IA) en Côte d'Ivoire et à explorer leurs avancées tout en veillant à une utilisation éthique de ces technologies.

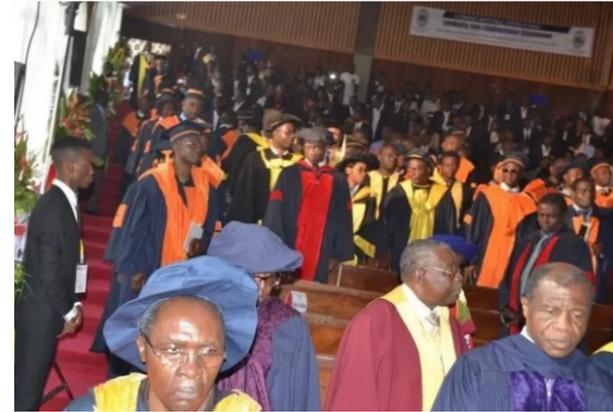
Il s'exprimait à l'ouverture de la 2ème édition du Colloque international AfricaDigitalEdu, sur le thème : "Intelligence artificielle et futurs numériques de l'apprentissage dans l'enseignement supérieur". Cette rencontre, qui se tient du 17 au 18 octobre 2024, vise à développer et renforcer le cadre d'échanges et d'opportunités sur les tendances actuelles, les meilleures pratiques et les opportunités de l'Intelligence Artificielle (IA) et des futurs numériques de l'éducation.

Le Professeur Mohammadou Mérawa a félicité le Réseau Francophone des Universités Virtuelles (RéFUV) et son président, le Professeur Tiémoman Koné, par ailleurs président de l'UVCI, ainsi que tous les partenaires dont la délégation permanente de la Côte d'Ivoire auprès de l'UNESCO, le PTR TIC du CAMES pour cette initiative de rassembler les experts et tous les acteurs.

Selon le président du RéFUV, avec l'avènement de l'IA et de ses robots et assistants, il est nécessaire de mener des réflexions sur l'utilisation de la technologie pour soutenir un apprentissage à l'ère de l'IA et de voir surtout comment mettre l'IA au service de l'humain et favoriser l'interaction sociale.

<https://news.abidjan.net/articles/735512/africadigitaledu-2024-le-ministere-de-lenseignement-superieur-et-de-la-recherche-scientifique-engage-a-promouvoir-lintelligence-a>

Cameroun : des enseignants d'universités en grève



Les profs des universités d'Etat suivent un mot d'ordre émis par le Syndicat national des enseignants du supérieur. Des enseignants du supérieur exerçant dans le secteur public sont en grève depuis le mercredi 16 octobre dernier.

Ils observent un arrêt de cours pour amplifier leurs revendications soulevées au cours d'une réunion du bureau du Syndicat national des enseignants du supérieur le 1er octobre à l'université de Bertoua. Parmi les résolutions de cette rencontre tenue une semaine avant la rentrée académique, le syndicat a donné l'alerte prévoyant un arrêt de cours une semaine après la rentrée académique. Selon le bureau du syndicat, les enseignants du supérieur observent un arrêt de cours pour une raison principale.

Ils revendiquent le paiement complet de la troisième tranche de la prime de modernisation de la recherche de tous les enseignants. Dans le communiqué final de cette réunion, le bureau du Synes a donné au gouvernement jusqu'au 15 octobre dernier, délai de rigueur pour assurer ce paiement. Faute du règlement de cette exigence, les enseignants du supérieur sont en grève depuis deux jours. Pour tenter de résoudre cette équation posée en tout début d'année académique, le ministère de

l'Enseignement supérieur organise une rencontre avec des enseignants et leur syndicat ce vendredi 18 octobre. Au terme de cette réunion qui a avorté le jeudi 17 octobre, le gouvernement et les enseignants pourront trouver un compromis pour la reprise des cours au sein des campus universitaires.

<https://fr.journalducameroun.com/cameroun-des-enseignants-duniversites-en-greve/>